



Info FMC

Bulletin de la DMFC pour la
collectivité de la modernisation de
la fonction de contrôleur

Publication 6, Volume 1, juillet 2003

De vos collègues à la DMFC

L'été est arrivé! C'est le temps des vacances. Il s'est passé beaucoup de choses depuis le dernier bulletin d'information: des événements, des ateliers et la dernière ronde de financement de l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur (IMFC). La Direction de la modernisation de la fonction de contrôleur (DMFC) a participé à des conférences organisées par l'Association professionnelle des cadres de la fonction publique du Canada (APEX) et le Forum sur le rendement et la planification (FRP). La DMFC a aussi tenu un atelier sur la modernisation de la fonction de contrôleur et sur la gestion moderne à l'intention des analystes du SCT. La DMFC a participé à la Semaine de la fonction publique et a distribué une grande quantité de documents aux participants. Depuis mars dernier, la DMFC a distribué plus de 10 000 fiches de références sur l'IMFC. La modernisation de la fonction de contrôleur et le Cadre de responsabilisation de gestion (CRG) sont maintenant des sujets de conversation quotidiens parmi les fonctionnaires.

La dernière ronde de financement de l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur vient de se terminer. Grâce à nos comités de gouvernance, au Conseil de modernisation des petits organismes, au Comité directeur des chefs d'organisme sur la modernisation, ainsi qu'au Conseil sur la fonction de contrôleur et son Sous-comité des finances pour les grands ministères et organismes, la DMFC a pu mener à bien cette tâche impressionnante en un temps record.

Le financement de cette année permettra de procéder à des évaluations de la capacité dans 13 organisations et de soutenir les bureaux de gestion de projet de 71 ministères et organismes. De plus, le Fonds d'innovation continuera à financer 28 projets différents.

Au cours des trois ans qu'a duré la phase II de la mise en oeuvre de la modernisation de la fonction de contrôleur, un total de 73 évaluations de la capacité ont été effectuées et 78 ministères et organismes ont reçu du financement pour leur bureau de gestion de projet. En tout, 42 projets différents ont été financés. Le financement, qui est de 30 millions de dollars, a été réparti ainsi : 13 % pour les évaluations de la capacité, 57 % pour les bureaux de gestion de projet et 30 % pour les projets.

Des lettres de confirmation du financement ont été envoyées aux ministères et organismes et on s'attend à ce que les virements de fonds s'effectuent au début de septembre, à la suite de l'approbation des ministres du Conseil du Trésor, au début d'août.

La 6^e édition du bulletin d'information contient des renseignements sur le CRG, les résultats de l'atelier avec les analystes du SCT, un article mettant en vedette la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, ainsi que des renseignements sur nos partenaires, des articles sur les pratiques exemplaires et la présentation de quelques-uns de nos nouveaux analystes.

Table des matières juillet 2003 6^e Édition

De vos collègues	1
Points saillants d'événements passés	2
Cadre de responsabilisation de gestion	3
Atelier pour les analystes du SCT	5
Apprentissage	5
Pléins feux : profil d'un ministère/ organisme: Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	8
La mise à jour par les partenaires de la DMFC	10
À venir	11
Des pratiques exemplaires	12
Le coin des analystes	13

Points saillants d'événements passés

L'Association des cadres supérieurs de la fonction publique du Canada (APEX) regroupe des cadres qui s'emploient à façonner un avenir meilleur pour le Canada et ses citoyens. Pour ce faire, ils favorisent l'efficacité et l'efficience au sein de l'appareil gouvernemental et veillent au maintien des valeurs de la fonction publique. L'Association œuvre à la réalisation de ces buts en mettant en valeur le professionnalisme et l'excellence de la gestion de la fonction publique par le biais d'activités diverses, comme le symposium de 2003, intitulé *Transformations et transitions*, qui s'est déroulé au Centre des congrès d'Ottawa les 3 et 4 juin. Lors de ce symposium, plusieurs penseurs reconnus dans les domaines de l'environnement, de l'immigration, de l'urbanisme, de l'économie et des institutions démocratiques ont remis en question les hypothèses des participants face à l'avenir.



Présente au symposium à titre de commanditaire, la Direction de la modernisation de la fonction de contrôleur a été proactive dans ses efforts de diffusion d'information sur la modernisation de la fonction de contrôleur à l'intention des fonctionnaires. D'ailleurs, la Direction a accueilli un grand nombre de participants qui ont mentionné que parmi le matériel d'information celui distribué à leur kiosque était le plus complet, instructif et novateur. Les 900 cadres participants ont tous reçu des documents d'information sur la modernisation de la fonction de contrôleur.



Le Forum sur le rendement et la planification, un centre d'excellence sans but lucratif en planification et évaluation du rendement, a tenu son 7^e symposium annuel les 21 et 22 mai dernier. Intitulé *Enraciner la gestion axée sur les résultats, pour faire avancer la gestion moderne* l'événement couronné de succès était organisé au Centre des congrès d'Ottawa en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et d'autres ministères et organismes. Axé sur *le changement et les moyens à prendre pour le réaliser*, le symposium de deux jours a permis aux participants d'apprendre de la vision, des expériences et des idées de chefs de file et de spécialistes et de partager avec des partenaires de la fonction publique leur expérience en matière de gestion du changement.

La Direction de la modernisation de la fonction de contrôleur a également contribué à la tenue de cet événement, par le biais d'explications sur les quatre piliers, les catalyseurs et la viabilité de l'initiative de modernisation de la fonction de contrôleur.

D'autres renseignements sont fournis à l'adresse suivante : www.ppx.ca/symposium

Cadre de responsabilisation de gestion

Le 20 juin 2003, le greffier du Conseil privé et le secrétaire du Conseil du Trésor et contrôleur général ont fait parvenir à tous les fonctionnaires deux documents : *Le Guide du sous-ministre*, qui précise les rôles et responsabilités des sous-ministres dans leurs fonctions d'aide aux ministres et le leadership de la fonction publique, et le *Cadre de responsabilisation de gestion du Secrétariat du Conseil du Trésor*, qui définit les attentes de la direction à l'égard des administrateurs généraux et de la haute direction.

Le Cadre de responsabilisation de gestion (CRG) consolide l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur et enracine celle-ci dans l'appareil gouvernemental. Ces deux outils combinés créent pour l'ensemble de la fonction publique du Canada une base plus solide pour la saine gestion, la responsabilisation et la prise de décisions fondée sur les valeurs.

Le CRG offre aux gestionnaires de la fonction publique et particulièrement aux sous-ministres, une liste claire des attentes en matière de gestion, lesquelles s'inscrivent dans un cadre général visant un rendement supérieur des organisations. À l'aide d'indicateurs clairs et de mesures qui peuvent servir à l'évaluation du rendement au fil du temps, le CRG se veut un outil à l'intention des sous-ministres et des gestionnaires pour assurer un leadership efficace et une saine gestion. Les attentes décrites dans le cadre sont reliées entre elles et mettent en relief la nature d'intégration de la gestion moderne. Le SCT a l'intention d'abord de mettre l'emphase sur l'application du CRG au niveau des sous-ministres.

Le CRG lie l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur à d'autres initiatives gouvernementales, comme le modèle de transition axé sur les résultats, la modernisation des ressources humaines et l'Initiative d'amélioration des services. En d'autres mots, ce n'est pas l'un de ces termes à la mode avec une nouvelle orientation; c'est plutôt un outil qui donne aux sous-ministres et aux gestionnaires de la fonction publique une vue d'ensemble des principaux éléments nécessaires à la bonne gestion.

Grâce à cet outil que constitue le CRG, les sous-ministres peuvent garantir aux organismes centraux, au ministre responsable, au gouvernement et à eux-mêmes l'efficacité de leur leadership et la poursuite de l'excellence en gestion menée par leur organisation. Concrétiser la vision d'une gestion moderne de la fonction publique envisagée dans le document *Des résultats pour les Canadiens et Canadiennes* en un ensemble d'attentes en matière d'excellence de la gestion : voilà l'intention recherchée par le CRG. Ce faisant, celui-ci devient un moyen de comprendre et de lier, en dix éléments clés, diverses initiatives de réforme de la gestion au SCT.

L'élaboration du CRG tient compte d'un ensemble de considérations. Tout d'abord, le cadre s'harmonise avec la

Les attentes à l'égard des sous-ministres en matière de rendement et d'obligation de rendre compte ont été exprimées et appuyées de différentes façons au fil des ans. Elles valent la peine d'être répétées car la gestion publique et les défis que doit relever le Canada changent. Le Cadre de responsabilisation de gestion du Secrétariat du Conseil du Trésor, qu'illustre le présent guide, traduit l'importance que le gouvernement accorde à la responsabilisation et à l'excellence en gestion. Le Cadre et les obligations de rendre compte des sous-ministres seront revus périodiquement afin qu'ils soient toujours alignés sur les priorités du gouvernement et de la population.

*Alex Himelfarb
Greffier du Bureau du Conseil privé et secrétaire du Cabinet
Guide du sous-ministre, mai 2003*

Cadre de responsabilisation de gestion (suite)

vision énoncée dans *Des résultats pour les Canadiens et Canadiennes*, étant donné que ce document oriente toujours le fonctionnement de la fonction publique. Ensuite, compte tenu du grand nombre de ministères et d'organismes participant à la modernisation de la fonction de contrôleur, il faut accorder une grande place à la continuité, surtout en raison de la quantité de travail encore à accomplir. De plus, le CRG doit représenter l'éventail complet de la gestion, afin d'être en mesure d'intégrer toutes les initiatives en cours au SCT. Enfin, il faut établir un ensemble stratégique de mesures du rendement que les sous-ministres comprendront et dont ils reconnaîtront l'importance pour l'amélioration de la responsabilisation et des résultats.

Dix attentes connexes, définies comme des facteurs déterminants de la prise de décisions pour une saine gestion, font partie du CRG. Interdépendants, ces facteurs illustrent la nature intégrée de la gestion moderne. L'initiative de MFC comprend sept de ces dix facteurs. Voici ces dix facteurs : **valeurs et éthique de la fonction publique; régie et orientation stratégique; politiques et programmes; gestion des risques; personnes; gérance; services axés sur les citoyens; responsabilisation; résultats et rendement; apprentissage, innovation et gestion du changement.** Le CRG commence avec le facteur **régie et orientation stratégique**, qui mène aux **résultats et au rendement**. À titre de fonctionnaire, notre travail vise à concrétiser l'orientation donnée par le gouvernement en résultats pour les Canadiens. Toutes nos décisions doivent être prises dans une perspective de constance des **valeurs de la fonction publique et de la capacité d'apprendre, d'innover et de gérer le changement**. Parmi les éléments essentiels à la prise de décisions, on retrouve **les services axés sur les citoyens, une capacité d'élaboration de politiques, les personnes, la gestion des risques, la gérance et la responsabilisation**.



Le CRG ne se contente pas d'établir ces facteurs, mais donne également aux utilisateurs des indicateurs et des mesures. Les indicateurs traduisent la portée et la signification des attentes. Et pour suivre celles-ci de près, les sous-ministres auront besoin de la participation de tous les membres de l'organisation. Les mesures, quant à elles, serviront à évaluer la réussite des indicateurs. Les attentes et les indicateurs d'excellence de la gestion devraient demeurer relativement stables au fil des ans, mais les mesures de rendement de la gestion évolueront probablement avec les changements de conditions, de priorités et d'objectifs à l'échelle du gouvernement.

Pour avoir davantage d'information sur le CRG, veuillez communiquer avec Terry Hunt, directeur principal par intérim, Communications et intégration, au 952-7447, ou consulter le site Internet http://www.tbs-sct.gc.ca/maf-crg/maf-crg_f.asp

Atelier pour les analystes du SCT

Le 21 mai 2003 avait lieu le premier atelier, d'une série de cinq, à l'intention des analystes du SCT sur la modernisation de la fonction de contrôleur et la gestion moderne. Organisé par la Direction de la modernisation de la fonction de contrôleur (DMFC), l'atelier était animé par Ivan Blake, directeur exécutif, DMFC, et Terry Hunt, directeur principal par intérim. Des demandes ont déjà été faites au Secrétariat du Conseil du Trésor pour d'autres ateliers.

L'atelier interactif d'une demi-journée portait sur le nouveau « Cadre de responsabilisation de gestion du SCT » et a permis aux analystes de discuter du recours au Cadre pour favoriser la responsabilisation et la gestion efficace de la fonction publique au SCT.

Ivan Blake a souligné la nécessité d'avoir en place, bien intégrés, les quatre piliers de la modernisation de la fonction de contrôleur afin que les organisations prennent de bonnes décisions en matière de gestion. Ces piliers sont les informations intégrées sur le rendement, la gestion intégrée du risque, les systèmes de contrôle, et les valeurs et l'éthique. Comme l'a mentionné M. Blake, de grands progrès ont été accomplis, mais il reste encore du pain sur la planche, comme en fait foi le rapport provisoire publié en mai 2003 sur l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur. Selon M. Blake, avec l'intégration des quatre piliers, les gestionnaires disposeront d'assises solides pour apporter des améliorations à leurs pratiques de gestion, dans la mesure où celles-ci s'accompagnent d'un engagement clair en faveur du leadership, de la responsabilisation et des personnes. Bien sûr, il est coûteux d'apporter des changements à la gestion et cela exige la mise en place d'un plan exhaustif et d'un système d'information qui indique les coûts des changements, a précisé M. Blake.

Durant la deuxième partie de l'atelier, M. Hunt a facilité l'évaluation de la performance du SCT par les analystes de cet organisation en utilisant les principes de la fonction de contrôleur moderne. Ceux-ci estiment que les éléments Rendement et Gouvernance semblent mieux intégrés dans les activités quotidiennes du SCT que les éléments Risque et Valeurs. Fait intéressant à noter, la perception qu'ont les analystes des pratiques de la fonction moderne de contrôleur est que celles-ci correspondent aux pratiques organisationnelles générales adoptées par le SCT.

Si votre groupe ou vous-même, souhaitez organiser un atelier, n'hésitez pas à communiquer avec Sonia Lemay, par téléphone au 613-948-2930 ou par courriel à lemay.sonia@tbs-sct.gc.ca

Apprentissage

Discussion Informelle du 22 mai

La salle du Centre canadien de gestion (CCG) était remplie le 22 mai pour la discussion informelle au cours de laquelle l'archiviste national du Canada, Ian Wilson, et le sous-commissaire adjoint de l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC), James Ralston, ont fait part de leur expérience respective en matière de changement culturel. L'animateur, Alan Winberg, a commencé la séance en soulignant la valeur de l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur pour l'intégration des activités et la nécessité d'un changement culturel en profondeur pour l'adoption d'une approche intégrée des finances,

Apprentissage (Suite)

des personnes et de la gestion de l'information. Il a aussi mis l'accent sur la richesse que représentent nos systèmes de renseignements et l'importance d'une bonne gestion de nos ressources.

Ian Wilson a décrit le processus de fusion entre les Archives nationales et la Bibliothèque nationale et les changements culturels apportés par ces institutions pour assurer la réussite de la fusion. Dotés d'un effectif semblable mais d'une histoire et d'une culture organisationnelle différentes, les deux organismes ont entrepris une intégration coopérative axée sur les utilisateurs, processus dans lequel les communications étaient cruciales. Les organismes ont fermé leurs portes pendant deux jours pour mener des consultations auprès de leurs employés. Cet exercice a mené à la mise sur pied de 42 groupes de travail, qui regroupent environ un tiers de tout le personnel. Ces groupes sont chargés de revoir l'ensemble des processus et méthodes de travail. Ce n'est qu'à la conclusion de cet examen exhaustif que seront prises des décisions sur la façon d'organiser la nouvelle institution.

De tous ces efforts naîtra une organisation qui fera plus que de la gestion de l'information et des dossiers, soit une organisation du savoir. Comme l'a mentionné M. Wilson, « il est difficile de minimiser la valeur de nos connaissances, car elles s'avèrent une ressource précieuse qui doit être gérée de façon tout aussi efficace que les ressources plus tangibles ». Il a ajouté qu'il faut effectuer une évaluation juste de la valeur de l'information gouvernementale et qu'il existe le risque qu'une mauvaise évaluation comptable de cette valeur autorise les gestionnaires à n'accorder que très peu de temps au traitement pertinent de cette information.

James Ralston a donné un aperçu des leçons tirées à l'ADRC. Au fil des ans, l'orientation de l'ADRC a grandement évolué, passant de l'application de la loi au service; d'une gestion réticente aux risques à une gestion prudente du risque. De plus, l'ADRC est devenue autonome. La culture de la gestion a également beaucoup changé, devenant de plus en plus transparente.

L'une des leçons à tirer de tous ces changements est l'importance d'accroître les capacités des gestionnaires pour leur permettre d'acquérir les compétences requises pour travailler dans cette organisation plus transparente.

L'ADRC a également appris qu'il faut prévoir des mécanismes efficaces de responsabilisation afin de mettre en œuvre les changements et de favoriser l'innovation. La population s'attend à ce que le ministre rende des comptes sur les activités menées; et ce principe est au cœur des structures de gestion et de responsabilisation de l'ADRC.



Discussion informelle, du 12 juin

Le CCG a encore fait salle comble pour la

Apprentissage (Suite)

première présentation publique du futur Cadre de responsabilisation de gestion (CRG) élaboré par la Direction de la modernisation de la fonction de contrôleur au SCT. Ivan Blake, directeur exécutif de la Direction, qui a affirmé à la blague qu'il s'agissait du « cadre des cadres », a brossé le tableau de la création et de la raison d'être du cadre.

Ivan a bien expliqué que ce cadre ne visait pas à créer un « autre monstre », mais plutôt une structure simple et claire. Les autres cadres du SCT, comme ceux de la modernisation des ressources humaines et de la gestion des résultats, peuvent être considérés des outils de mise en fonctionnement du CRG.

De plus, il a mentionné que la mise en place du CRG en est encore à ses balbutiements, et que celui-ci n'est pas définitif, car il évoluera au fur et à mesure que les ministères et organismes améliorent leurs méthodes de gestion.

Aux participants, Ivan a indiqué que les services consultatifs, y compris des personnes références, des présentations, des documents d'information et des questions sont disponibles à la DMFC. En ce qui concerne les prochaines étapes, Ivan a signalé que la DMFC collaborera avec les ministères et les organismes pour élaborer un plan général de mise en œuvre.

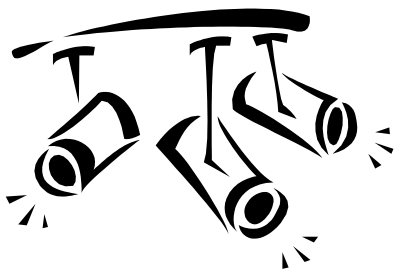
Cours en direct

Le SCT et le CCG tiennent à vous informer que quatre nouveaux cours sont maintenant disponibles en ligne. Comme il était indiqué dans l'Info MFC du mois de mai, ces cours font partie d'une série de cinq sur la fonction de contrôleur moderne .

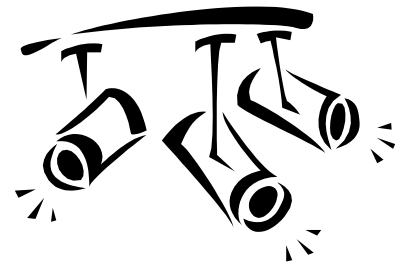
En tant qu'employé(e) au sein de la fonction publique, vous êtes encouragés à agir de façon indépendante, tout en utilisant un ensemble de normes et valeurs communes, afin de réaliser les résultats escomptés. *Campusdirect* offre maintenant une série de cinq cours sur la fonction de contrôleur moderne. Ces cours sont conçus pour vous aider à rencontrer les objectifs suivants :

- *Une approche intégrée du processus décisionnel*
- *Les valeurs et l'éthique*
- *Le contrôle effectif des ressources publiques*
- *L'information intégrée sur le rendement*
- *La gestion intégrée du risque*

Pour accéder à ces cours gratuitement, vous devez d'abord devenir membre de *Campusdirect*. <http://www.campusdirect.gc.ca/default.cfm?Entreprise=ccmd&langue=f> . Cliquez sur *Catalogue*, puis sur *Cours gratuits pour les membres* ou sur la *Fonction de contrôleur moderne*.



Pleins feux : profil d'un ministère/organisme



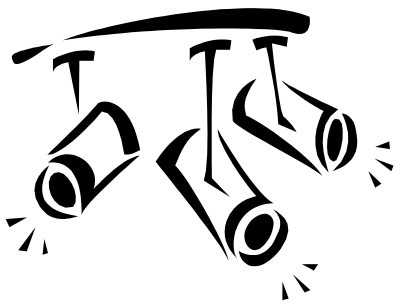
La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) est un petit organisme fédéral indépendant qui dispense aux décideurs, aux leaders d'opinion et au public canadien des conseils et recommandations visant à promouvoir le développement durable. La TRNEE a participé à l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur (IMFC) parce qu'elle entendait renforcer ses processus et techniques de gestion et de reddition de comptes. Selon M. Gene Nyberg, secrétaire général et directeur des opérations, le lancement de cette initiative du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) a permis à la TRNEE de donner le coup d'envoi à des projets d'amélioration de la gestion qu'elle considérait déjà prioritaires. Le personnel responsable des programmes et de la gestion de l'organisme est en faveur de l'IMFC, car il est conscient que de meilleures techniques de gestion l'aideront à obtenir des meilleurs résultats.

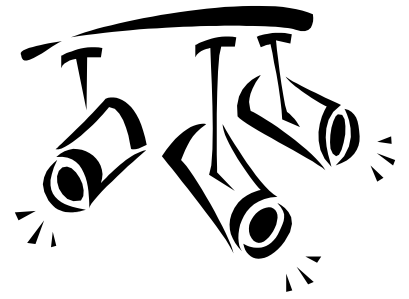
Selon M^{me} Laurel Murray, directrice du Bureau de gestion du projet (BGP) et de la société Murray Management Consulting, l'amélioration des méthodes de gestion de l'organisme ne s'est pas effectuée du jour au lendemain, mais est en train de devenir réalité par suite des efforts soutenus et du ferme engagement dont fait preuve la haute direction de la TRNEE. Toujours selon M^{me} Murray, cet engagement est profond, car il inclut le temps de la direction et les ressources financières nécessaires à l'apport de diverses améliorations. Par exemple, en plus du financement reçu du Fonds d'innovation, la TRNEE a investi, et continue d'investir, de manière considérable de son temps et de ses ressources afin de mettre en œuvre un système de mesure du rendement axé sur les résultats. La politique, les procédures et les activités de formation nouvelles que la TRNEE a établi pour étayer les méthodes d'impartition dans toute son organisation témoignent également de cet engagement.



M^{me} Murray a poursuivi en soulignant que, la transition à de meilleures méthodes de gestion ne pouvait cependant s'effectuer sans problèmes. L'un de ces problèmes consistait à adapter les outils de l'IMFC pour satisfaire les besoins des petites organisations puisque ces instruments avaient été conçus pour de grands ministères. Par exemple, a indiqué M^{me} Murray, la TRNEE a adapté l'outil d'évaluation de la capacité de KPMG de manière à répondre à ses besoins en réussissant à le transformer en un *Guide de groupe de discussion sur l'évaluation de la capacité de la fonction moderne de contrôleur*, qu'elle a utilisé ensuite pour effectuer une évaluation de base. Elle a ajouté que de tels outils doivent être



Pleins feux : profil d'un ministère/organisme (suite)



judicieux pour les petits organismes afin qu'ils puissent les aider à satisfaire leurs besoins.

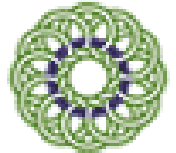
M^{me} Murray estime que la façon dont la TRNEE met en œuvre la fonction moderne de contrôleur permet d'obtenir des résultats positifs. L'un de ces importants résultats est l'amélioration de l'information aux fins de la prise des décisions ainsi que des rapports. TRNEE procède également à d'autres améliorations visant à faire le lien de manière efficace entre les ressources et les résultats de l'organisme, ce qui permettra de générer de meilleures données. M. Nyberg indique que le fait que la TRNEE et d'autres petits organismes aient réussi à moderniser la fonction de contrôleur a permis d'étayer la collectivité des petits organismes grâce, en particulier, à de meilleures relations de travail et aux échanges concernant les expériences et les techniques en matière d'apprentissage.

La TRNEE est heureuse de savoir qu'un cadre de responsabilisation de gestion (CRG) est en voie d'élaboration. D'après M^{me} Murray, un tel outil favorisera l'agencement de toutes les pièces : c'est une évolution naturelle de la MFC vers une amélioration constante et soutenue des méthodes de gestion. Elle a indiqué ensuite que la TRNEE examinerait la possibilité d'intégrer le CRG au plan d'action courant de l'organisme relatif à la fonction moderne de contrôleur.

Voici comment M^{me} Murray a résumé la fonction moderne de contrôleur : « Travailler plus intelligemment, de manière concertée, pour obtenir de meilleurs résultats. »

Pour plus d'information concernant la TRNEE cliquez sur le lien suivant: <http://www.nrtee-trnee.ca>

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie



La mise à jour par les partenaires de la DMFC

Approvisionnement, gestion du matériel et biens immobiliers (AGMBI)

Du 27 au 29 mai, plus de 630 personnes de la Région de la capitale nationale et des régions ont participé à l'Atelier national de la gestion du matériel. Un grand nombre de participants étaient présents à la séance sur le Programme de perfectionnement professionnel et de certification (PPPC) et la première Norme de compétences. Des représentants du Bureau du PPPC du SCT, de l'Office des normes générales du Canada et des groupes de travail du Comité des normes ont donné un aperçu des travaux réalisés jusqu'à maintenant pour définir les connaissances, la formation et l'expérience que doivent posséder les employés intéressés à obtenir leur certification en tant que membre professionnel de cette collectivité.

Lors de sa troisième réunion, le 26 juin 2003, le Comité des normes d'AGMBI a examiné le synopsis de la première ébauche de la Norme. Le Comité prévoit avoir terminé la rédaction de la Norme à l'automne 2003. Celle-ci jouera un rôle clé dans la poursuite de l'élaboration du programme d'études et du volet de certification du programme, qui inclura un manuel aux fins de la certification. Le manuel du PPPC devrait être prêt au printemps 2004.

Au cours de l'été, une version à jour du catalogue de cours sera affichée, qui décrira le programme d'études et identifiera les cours avalisés par le PPPC.

Une enquête sera menée au cours des prochains mois afin de créer un portrait démographique global de la communauté.

Celui-ci servira à la gestion continue du PPPC dans une perspective plus générale de la gestion des RH dans la communauté.

Veuillez communiquer avec le Bureau de perfectionnement professionnel et de certification du SCT, à pdp-ppp@tbs-sct.gc.ca pour avoir plus d'information sur les travaux en cours. Les prochains numéros d'*InfoMFC* feront le point sur les activités dans ce domaine.



CCG et le Bureau des valeurs et de l'éthique

Cours sur les valeurs et l'éthique

Le CCG est fier d'annoncer la création de son plus récent cours, *Valeurs et éthique dans la gouvernance de la fonction publique*, de la série sur la Modernisation de la fonction de contrôleur. Ce cours consolide les deux précédents (Concepts et applications et Gestion des risques), mais peut être suivi de façon indépendante. Le cours examine les pratiques exemplaires en matière de leadership axé sur les valeurs et l'éthique dans la fonction publique et fournit des liens pratiques qui aideront les gestionnaires à prendre des décisions en tenant compte des quatre piliers de la fonction moderne de contrôleur : les valeurs et l'éthique, l'information intégrée sur le rendement, la gestion intégrée du risque et la gestion rigoureuse.

Les fonctionnaires fédéraux peuvent suivre ce cours pendant l'exercice 2003-2004 au coût réduit de 350 \$. Cliquez sur le lien ci-dessous pour avoir plus d'information.

http://www.ccmd-ccg.gc.ca/leadership/programs/v_e/index_f.html



À venir



Direction de la modernisation de la fonction de Contrôleur

Formation et apprentissage

Centre canadien de gestion

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, incluant les dates et les endroits des événements, visitez les sites Internet suivants :

Les Cours:

http://www.ccmd-ccg.gc.ca/corporate/course_list_f.html -
core

- **Modernisation de la fonction de contrôleur : concepts et applications (G198)**
11-12 août, Ottawa (E)
4-5 septembre, Ottawa, Montréal (F)
15-16 septembre, Calgary (A)
- **La gestion du risque dans la fonction publique : vue d'ensemble (G195)**
17 septembre, Calgary (A)
10 octobre, Ottawa (A)
- **Valeurs et éthique dans la gouvernance de la fonction publique (D102)**
18-19 septembre, Ottawa (A)
25-26 septembre, Ottawa (F)

Discussions informelles:

- Les discussions reprendront en septembre

Formation et perfectionnement Canada

http://www.edu.psc-cfp.gc.ca/tdc/course2000/c102_f.htm

- Orientation à la gestion des contrats et des acquisitions pour les non-spécialistes – M712
- Gestion des marchés de services – M404
- Élaboration de l'énoncé de travail et des critères d'évaluation – M711
- Acquisition de biens non nocifs pour l'environnement : une approche de développement durable – M713

Conférences et événements

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, incluant les dates et les endroits des événements, visitez les sites Internet suivants:

Le sommet sur
l'apprentissage:

Osez savoir... pour savoir oser

- 29 & 30 octobre 2003
- Centre des congrès d'Ottawa
- http://www.ccmd-ccg.gc.ca/events/conferences/learn_summit/index_f.html

Forum des gestionnaires de la

RNC: **Influence**

L'atout c'est vous!

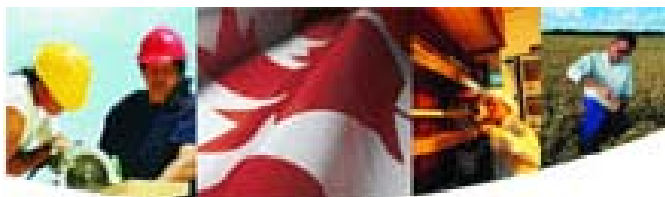


- 3 & 4 Décembre 2003
- Parc Lansdowne
- http://www.ccmd-ccg.gc.ca/events/conferences/ncr/index_f.html



Les pratiques exemplaires

Pour favoriser la discussion entre les ministères et organismes, cette section met en évidence les efforts et pratiques de diverses organisations, dans le cadre de leur recherche de l'excellence en gestion.



Diversification économique de l'Ouest Canada

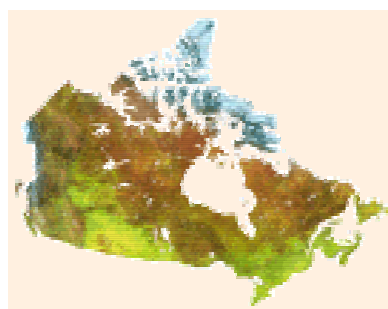
Croyant fermement que l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur révolutionne la façon de gérer, Diversification économique de l'Ouest Canada a apporté des changements importants à son mode de prestation de services aux provinces de l'Ouest du Canada. Le remaniement de la prestation des services jumelé à la décroissance des ressources disponibles l'ont obligé à changer sa méthode de gestion. Cette transition a été facilitée par la participation des cadres de la haute direction et des gestionnaires intermédiaires à l'Initiative de modernisation de la fonction de contrôleur. La haute direction et les gestionnaires intermédiaires de tous les secteurs et régions du Ministère ont été actifs à différents stades de la mise en œuvre de cette initiative. Les résultats de l'évaluation de leur capacité et de leur plan d'action se sont révélés des outils précieux dans le cadre de la transition organisationnelle.

http://www.wd.gc.ca/default_e.asp

Ressources naturelles Canada

Une des pratiques exemplaires de Ressources naturelles Canada (RNCan) est la certification ISO. RNCan a décidé de l'appliquer au sein de son organisation afin d'améliorer le service à la clientèle. Ce faisant, RNCan mesure et assure le suivi en matière de satisfaction de la clientèle et met des plans d'amélioration continus en place. Cette initiative a permis à une de ses organisations, la division Services techniques aéronautiques, de se mériter le Prix d'excellence du Canada qui reconnaît les accomplissements organisationnels et l'excellence des principes et pratiques de gestion de la qualité.

<http://www.nrcaan-rncan.gc.ca/inter/index.html>



LES RESSOURCES NATURELLES DU CANADA

POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN

Votre Direction de modernisation de la fonction de contrôleur du SCT

Le coin des analystes

Nous prenons l'occasion de vous présenter quelques membres de notre équipe et analystes de portefeuille. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec eux. Ils se feront un plaisir de vous aider.

Pour vous permettre de localiser votre analyste, le lien Internet suivant vous présente la liste des agences et ministères classés par analyste. <http://www.tbs-sct>.



Richard Lafontaine

Anciennement à Environnement Canada (EC), Richard Lafontaine s'est joint à la Division de la modernisation de la fonction de contrôleur à titre d'analyste principal de l'Unité de politique et d'innovation. Au cours de ses trois dernières années à Environnement Canada, Richard a été gestionnaire de la Comptabilité ministérielle, des politiques financières, des opérations des systèmes informatiques et de la formation à Environnement Canada. Il a aussi été conseiller en gestion financière au Service de protection de l'environnement, l'organisme chargé du programme d'assainissement de l'air grâce à la prévention, la protection et l'application des lois pour améliorer la qualité de l'air.

À la DMFC, Richard gère le portefeuille constitué de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de l'Office des transports du Canada, d'Environnement

Canada, de Pêches et Océans Canada et du Conseil fédéral du Québec.

Richard est le mari de Jeannine, gestionnaire, Élaboration des politiques et des programmes à DRHC. Ils ont deux enfants, Pierre-Luc, 12 ans et Marc-Olivier, 8 ans, qui participent à diverses activités.



Saaka Minimaana

Depuis le 1^{er} mai 2003, Saaka Minimaana est affecté à l'Unité de soutien à l'intégration, aux communications et aux comités de la DMFC. Son ministère d'attache est TPSGC, où il a travaillé à la Direction des programmes de biens immobiliers et à la Direction générale des ressources humaines. Saaka a reçu un doctorat de l'Université de l'Alberta, à Edmonton, ville où il a donné des cours de niveau universitaire et collégial avant de se joindre à la fonction publique en 2001, au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada.

À la DMFC, Saaka est gestionnaire d'un portefeuille regroupant Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Communication Canada, le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, le Bureau du directeur

Votre Direction de modernisation de la fonction de contrôleur du SCT suite

général des élections du Canada, la Bibliothèque du Parlement, le Bureau du chef de cabinet du gouverneur général, le Bureau du commissaire aux langues officielles, le Bureau du Conseil privé, la Commission des relations de travail dans la fonction publique, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, la Chambre des communes et le Sénat. Il est également responsable des organismes suivants : l'Agence des douanes et du revenu du Canada, l'Agence canadienne de développement international, Citoyenneté et Immigration Canada, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada et le ministère de la Défense nationale.

La lecture et l'écoute de la radio sont les loisirs favoris de Saaka, en plus de jouer au polo l'été à Balmoral Palace.
